

Monsieur,

Vous m'avez interpellé sur le mouvement des gilets jaunes et mon soutien à monsieur Macron. En tant que député de La France Insoumise, cela fait 18 mois qu'avec mes collègues nous luttons chaque jour sur le terrain, en commission et dans l'hémicycle contre ces politiques jupitériennes, contre cette politique de cadeaux aux riches qui n'engagent pas tout le peuple dans la transition sociale et écologique dont notre pays a sérieusement besoin.

La colère qui est exprimée par ce mouvement de contestation est diverse mais légitime, tant elle se concentre autour des idées d'injustice fiscale et sociale. Les marches du week-end dernier nous ont bien montré que justice sociale et justice climatique sont du même acabit et que les réponses doivent être transversales et intégrales. Le Gouvernement et la majorité En marche sont inanimés, ils restent sourds faute de fond politique et de compréhension de la société française. La France insoumise dénonce le comportement du Gouvernement et de sa majorité : mépris de la contestation, inconséquence de la méthode qui discrédite les institutions démocratiques, absence de réponses aux principales revendications.

Cette démonstration des gilets jaunes n'est pas une lutte d'individus particuliers mais au contraire celle d'un peuple qui abandonne la résignation face à un système ordo-libéral. Le moment que notre pays vit est historique. Le Gouvernement marque ses premiers reculs, mais le compte n'y est pas !

Le mouvement des Gilets jaunes, qui ne peut s'amalgamer aux casseurs, a su faire preuve d'une grande responsabilité au cours des dernières semaines malgré l'amateurisme des gouvernants actuels. Nous ne sommes pas dupes du climat répressif actuel, qui conduit à une opposition malsaine entre force de sécurité et gilets jaunes. Nous condamnons l'utilisation disproportionnée de la force publique à l'encontre des gilets jaunes et condamnons le discours irresponsable du ministre de l'Intérieur et de la majorité participant à l'escalade de violence ; scénarisant le chaos. La réponse pour nous doit être démocratique et en tout état de cause ne peut être que politique.

L'action du Gouvernement a dénaturé la lutte contre le réchauffement climatique et l'idée même de transition écologique, par l'injustice fiscale et sociale. Or pour le groupe de la France insoumise, il s'agit d'un combat politique essentiel, qui doit être développé dans le cadre d'une politique juste et transversale, c'est ce qu'on appelle la « transition écologique ».

Lundi 10 décembre, avec une mise en scène compatissante, le président de la République Emmanuel Macron a daigné apporter sa réponse... Mais ce sont des miettes qui ont été proposées, car le cap est maintenu et les très riches encore épargnés. Nous déplorons l'absence de réponse sur l'ISF, sur le mouvement des lycéens, les chômeurs, les fonctionnaires. L'absence de réponse aussi pour l'écologie... qui n'a même pas été abordée.

Devant la léthargie de l'exécutif, notre groupe parlementaire propose ainsi une motion de censure, afin de traduire la colère de la rue dans l'hémicycle ! Cette motion défend la transition écologique et les revendications exprimées, dont la majorité sont déjà intégrées dans notre programme l'Avenir en Commun. Pourquoi une motion de censure et pas une destitution du Président de la République, au titre de l'article 68 de la Constitution ? Notre mouvement politique croit en la démocratie parlementaire et en ce sens l'arme démocratique de la motion de censure est le moyen principal du contrôle de la politique menée par le Gouvernement. Ainsi, dans notre formule "Emmanuel Macron et son monde", la France insoumise remet en cause la politique libérale dont il est l'un des représentants. Nous sommes persuadés que, comme il a existé des Hollande et des Sarkozy, de nouveaux Macron sont à l'affût pour porter en fantoche les habits présidentiels d'une politique libérale.

Ma collègue Mathilde Panot a rappelé hier lors de la séance de questions au Gouvernement que notre groupe parlementaire soutenait aussi la demande de RIC. Cependant, un seul député ou 17 ne peuvent soutenir la mise en place de ce référendum citoyen. Comme vous, nous souhaitons réviser les textes pour intégrer plus de place au citoyen, acteur légitime de notre démocratie. Avec vous, nous avons déjà soutenu nos propositions face à un Gouvernement qui grâce à sa majorité à l'Assemblée nationale se croit au dessus de tout. Nous continuerons ce combat et même s'il se fait au rythme de ce refrain "amendement rejeté, rejeté, rejeté"...car nous n'oublions pas qu'ils seront grands seulement si nous sommes à genoux.

Enfin, tout en condamnant les violences dont Strasbourg a souffert hier, ce terrible événement ne peut avoir de prise sur la vie démocratique. Nous n'inviterons pas les gens et les gilets jaunes qui veulent s'exprimer à rester chez eux. Nous respectons le deuil de ces familles meurtries comme nous saluons le courage des forces de sécurité et des soignants mais la peur ne peut pas guider nos actions. Les manifestations dans un cadre non-violent, respectueuse de tout à chacun ne peuvent être freinées. Ensemble, nous sommes une force immense!

Il faut un changement profond de politique pour sortir de cette crise et seule plus de démocratie permettra de répondre concrètement aux préoccupations des citoyens et citoyennes. La colère légitime des gilets jaunes, qui s'exprime sur les ronds-points et dans la rue, nous rappellent à nous représentants du peuple qu'il est seul le souverain !

Bien à vous,

Ugo Bernalicis - Député du Nord